Sarkozy dévoile un plan de 26 milliards d'euros pour relancer l'économie

<http://www.lesechos.fr/imprimer.php>

Les mesures présentées à Douai par le président de la République représentent 1,3% du PIB. Le plan se traduira par 15,5 milliards d'euros de dépenses supplémentaires en 2009, dont 10,5 milliards d'euros d'investissements publics.

Après avoir volé au secours des banques, Nicolas Sarkozy a dévoilé à Douai un vaste plan de relance de l'économie pour tenter d'enrayer la crise et amortir ses conséquences sociales. "C'est "une crise structurelle qui va transformer pour longtemps l'économie, la société, la politique. (...) Le monde qui sortira demain de cette crise sera profondément différent de celui d'hier", a lancé le chef de l'Etat. "Le plan que je propose aujourd'hui aux Français pour soutenir l'activité est donc un plan ambitieux", a-t-il ajouté.

10,5 milliards d'euros d'investissements publics supplémentaires

Dans ce contexte, le chef de l'Etat a insisté sur le premier volet de la relance : l'investissement public. Le plan de relance de l'économie prévoit ainsi 10,5 milliards d'euros d'investissements supplémentaires de l'Etat, des grandes entreprises publiques et des collectivités locales pour accélérer divers programmes d'équipement, a-t-il souligné. "Cette accélération sans précédent permettra de gagner plusieurs années", a promis Nicolas Sarkozy. Parmi les pistes envisagées, le chef de l'Etat a cité notamment la loi de programmation militaire, "l'entretien et la mise en valeur du patrimoine", les hôpitaux, la rénovation des tribunaux, les moyens de la gendarmerie et de la police, et les infrastructures routières, ferroviaires et fluviales, la réalisation du canal Seine Nord Europe et l'accélération de la construction de quatre lignes supplémentaires de TGV. Il s'agit, a dit Nicolas Sarkozy, de "réaliser les investissements qui dormaient dans les cartons" et "profiteront à "la compétitivité de la France". Certaines des mesures étaient déjà programmées dans le cadre du Grenelle de l'environnement.

Priorité à l'automobile et au logement

"Deux secteurs méritaient une attention particulière", a lancé le chef de l'Etat, à savoir le logement et l'automobile, "à l'épicentre de la crise". Dans le logement, il est prévu la construction de 100.000 logements sociaux au cours des deux prochaines années et au doublement du prêt à taux zéro pour l'achat d'un logement neuf, a annoncé Nicolas Sarkozy.

Le détail des mesures en faveur de la construction

Dans l'automobile, le président a confirmé l'instauration d'une prime à la casse d'un montant de 1.000 euros pour tout achat d'un véhicule neuf émettant moins de 160 grammes de CO2. Un fonds de 300 millions d'euros va par ailleurs être destiné à relancer la filière automobile.

Aide aux entreprises

L'Etat remboursera par anticipation ses dettes aux entreprises à hauteur de 11,5 milliards d'euros (crédit d'impôt recherche, TVA, remboursement d'acompte de l'impôt sur les sociétés...) pour "abonder leur trésorerie", a également annoncé le chef de l'Etat. Pour lutter contre la hausse du chômage, les entreprises de moins de 10 salariés seront exonérées de la totalité des charges

patronales pour les embauches réalisées en 2009 de salariés payés jusqu'à hauteur de 1,6 fois le Smic.

Aide aux ménages les plus modestes

Dans un souci de "justice", Nicolas Sarkozy a encore annoncé le versement par l'Etat fin mars 2009 d'une prime de 200 euros aux bénéficiaires potentiels du Revenu de solidarité active (RSA), soit quelque 3,8 millions de ménages, pour un effort de 760 millions d'euros.

15,5 milliards d'euros de dépenses supplémentaires

Les mesures présentées aujourd'hui, d'un montant de 26 milliards d'euros, atteignent quelque 1,3% du PIB. Le plan de relance se traduira par 15,5 milliards d'euros de dépenses supplémentaires en 2009, a indiqué Nicolas Sarkozy, ce qui devrait creuser le déficit public de la France à 3,9% points de PIB l'an prochain, contre 3,1 prévu initialement. A moyen terme, le chef de l'Etat maintient néanmoins inchangée sa prévision de déficit pour 2012. Le gouvernement évalue à 0,6 point de PIB l'impact sur la croissance du plan de relance

Plan de relance : un gros effort d'investissement public

Investissements de l'Etat, effort des collectivités locales et des entreprises publiques, et soutien renforcé aux grands projets : le surplus direct de financement public est estimé à 10,5 milliards d'euros.

Une " accélération sans précédent " qui va permettre de gagner plusieurs années, après des retards qui se sont accumulés "depuis 30 ans". C'est ainsi que le chef de l'Etat a présenté, à Douai, le volet de son plan de relance consacré à l'investissement public. Les déficits publics actuels sont "une conséquence" du manque de compétitivité et de la faiblesse des investissements, a insisté Nicolas Sarkozy dans son discours. **Ce volet visiblement prioritaire** pèse presque un tiers d'un plan global chiffré à plus de 26 milliards d'euros . L'effort d'investissement se déploiera sur quatre terrains :

1/ L'Etat : 4 milliards d'euros de plus

Quatre domaines d'action ont été fixés : les investissements et les équipements structurants (1,4 milliard supplémentaire, dont 500 millions dans le cadre du Grenelle de l'Environnement), l'enseignement supérieur recherche (à hauteur de près de 700 millions d'euros), les équipements de **défense et de sécurité** (1,4 milliard de plus) et le patrimoine (à hauteur de près de 700 millions d'euros en sus).

2/ Les entreprises publiques : 4 milliards d'euros

Les groupes publics mettront la main à la pâte de la relance. Et cela " à contre-courant de la conjoncture internationale ", note l'Elysée. Ainsi, EDF investira 2,5 milliards d'euros de plus qu'en 2009, essentiellement dans la production, dont en particulier 300 millions d'euros dans les énergies renouvelables. GDF Suez investira 200 millions d'euros additionnels, la RATP 450 millions, la SNCF 300 millions, et, **meilleur élève de la classe publique, la Poste** investira 600 millions de plus, dans l'amélioration de l'accueil dans les bureaux et dans la rénovation énergétique de ses bâtiments.

3/ Les collectivités locales : 2,5 milliards d'euros

Un " contrat " est passé avec les collectivités locales, a expliqué en substance Nicolas Sarkozy : un coup de pouce de l'Etat, en échange d'un surplus d'investissement. Les collectivités locales, qui assurent 72% de l'investissement public, sont soumises à contribution, principalement via le fonds de compensation de la TVA (FCTVA), qui reverse, avec deux ans de décalage, 15,482% des investissements à chaque collectivité. Dans le budget 2009, le FCTVA est prévu à près de 5,9 milliards d'euros, en progression de près de 13%. En outre, une avance sur le versement du FCTVA sera mise en place. Les auteurs du plan calibrent ce sous-volet du plan à 2,5 milliards d'euros.

4/ Grands projets : 16 milliards d'euros mobilisables

La crise a rendu problématique le financement des projets en cours de réalisation, et plus encore celui des nouveaux programmes. Il s'agit ici d'éviter la sclérose, dans un champ d'action chiffré à 20 milliards d'euros (pour les investissements à moyen terme). La Caisse des Dépôts et Consignation sera encore une fois le bras de l'Etat dans cette action : elle a " réservé une enveloppe de 8 milliards d'euros " sur ses fonds d'épargne à cet effet. Parallèlement, l'Etat interviendra, "au cas par cas", pour garantir partiellement des emprunts concernant les grands projets, avec un plafond maximum de 8 autres milliards.

De plus, plusieurs projets _ comme le canal fluvial à grand gabarit Seine-Nord Europe _ reposant sur un montage financier en PPP mais que les groupes privés et les collectivités locales rencontrent des difficultés pour lever les fonds nécessaires, "l'Etat va apporter sa garantie sur une partie des projets à hauteur de 10 milliards d'euros", a annoncé le président.

Parmi les projets considérés "prioritaires", figurent plusieurs appels à concessions dans le domaine routier et ferroviaire (notamment, la LGV Sud Europe Atlantique Tours-Bordeaux d'un montant d'environ 7 milliards d'euros) et des partenariats public-privé (PPP) comme la LGV Bretagne-Pays de Loire, le canal Seine Nord Europe mais aussi le plan Campus, ou la réfection de barrages et d'équipements en microcentrales. "**Quatre lignes de TGV seront construites en même temps entre 2010 et 2014** pour la première fois dans l'Histoire de France", s'est félicité au passage Nicolas Sarkozy. Le besoin de financement des PPP et des concessions attendues " excèdent les 15 milliards d'euros sur les toutes prochaines années ", est-il estimé.

Plan Sarkozy : les mesures pour relancer la construction

Le président de la République a annoncé un programme de 100.000 logements supplémentaires, l'accélération du programme national de rénovation urbaine et le doublement du prêt zéro. Des mesures d'un montant total de 1,4 milliards d'euros pour soutenir la construction de logement et relancer l'activité du bâtiment.

Dans un contexte de déprime de la conjoncture immobilière avec la baisse des ventes et la hausse des prix, l'Etat souhaite relancer et soutenir la construction de logements et l'activité du bâtiment, en investissant 1,4 milliards d'euros, sans empêcher l'ajustement des prix.

Nicolas Sarkozy a tout d'abord annoncé le lancement d'un programme de **100.000 logements supplémentaires en deux ans** pour répondre à la forte demande. Ce plan, d'un montant de 600 millions d'euros, consiste en l'acquisition de 30.000 logements dans les zones où les besoins sont les plus importants par les organismes HLM, la construction de 30.000 logements sociaux et très sociaux et de

40.000 logements intermédiaires.

L'Etat souhaite également **accélérer le programme national de rénovation urbaine dans les banlieues**, engagée en 2003, en injectant 200 millions d'euros, et va doubler le prêt à taux zéro en 2009 pour l'achat de logements neufs pour les primo-accédants, en consacrant 600 millions d'euros. Cette mesure, qui répond aux difficultés d'accès au crédit immobilier des ménages, devrait permettre de soutenir l'achat et la construction de 100.000 logements neufs en 2009.

Une aide supplémentaire et exceptionnelle va enfin également être octroyée par l'Etat pour **soutenir l'accession sociale à la propriété** de 30.000 ménages modestes qui bénéficieront du "Pass Foncier" en 2009. Mis en place en 2007 pour les maisons individuelles ("maison à 15 euros par jour"), le "Pass Foncier" permet aux ménages modestes d'acheter un logement en remboursant chaque mois l'équivalent d'un loyer dans un logement HLM social (450 euros par mois en moyenne).

Le président Sarkozy a par ailleurs annoncé **l'assouplissement temporaire des règles d'urbanisme**, afin d'accélérer les constructions de logements sans mettre en cause les principes du développement durable. Les permis de construire seront ainsi prorogés pour un an à compter du 4 décembre et, dans les villes volontaires, tous les coefficients de constructibilité pourront être

augmentés de 20%.

Au niveau de la rénovation de l'habitat dégradé et de la lutte contre l'insalubrité, Nicolas Sarkozy a annoncé la mise en place d'un **"fonds de lutte contre l'habitat indigne et les dépenses d'énergie"**. Doté de 200 millions d'euros, il sera créé pour aider au financement des travaux de rénovation qui seront réalisés en 2009 et 2010. Ce fonds devrait ainsi permettre d'aider 80.000 ménages modestes qui sont propriétaires occupants de leur logement à financer des travaux de rénovation et d'accélérer des opérations programmes pour réduire l'habitat indigne. Enfin, des crédits spécifiques de 160 millions d'euros pour l'**hébergement d'urgence** et les structures d'accueil spécialisées vont être mis en place, afin de créer 1.000 places supplémentaires.

Une prime à la casse de 1000 euros pour les voitures de plus de 10 ans

Ce système concernera l'achat d'un véhicule émettant moins de 160 g/km de CO2. Il s'appliquera également aux achats d'utilitaires réalisés par les entreprises. Les filiales bancaires des constructeurs seront aidées pour faciliter l'accès au crédit.

Une prime à la casse d'un montant de 1.000 euros pour l'achat d'une voiture particulière émettant moins de 160 g/km de CO2 avec la reprise d'une voiture de plus de 10 ans a été annoncée par Nicolas Sarkozy à Douai à la mi-journée. Ce dispositif est en place à partir d'aujourd'hui et jusqu'à la fin 2009. Les mêmes modalités s'appliqueront aux utilitaires légers achetés par les entreprises. Cette mesure vient compléter le dispositif de bonus opérationnel depuis le 1er janvier. Les 1.000 euros de mise à la casse ne s'ajoutent pas aux 300 euros déjà proposés depuis un an mais les recouvrent.

Cette prime à la casse de 1.000 euros s'ajoute au bonus CO2 actuellement en vigueur. Si la mise à la casse d'une voiture de plus de 10 ans s'accompagne de l'achat d'un véhicule émettant moins de 100 g/km de CO2, l'acheteur reçoit 2.000 euros. Le coût estimé du nouveau dispositif est de 220 millions d'euros.

Les précédents dispositifs de même nature, "Balladurette" en janvier 1994 et "Juppette" en 1995 avaient soutenu le marché automobile en accroissant les volumes vendus de 10%. Les experts estiment que les incitations de 1995 avaient concerné environ 600.000 voitures pour un coût proche de 600 millions d'euros.

Mais ces dispositifs d'aide ne sont pas sans créer d'autres problèmes. Constructeurs et équipementiers doivent répondre rapidement à une surcroît de demande parfois sur des modèles en fin de vie comme ce fut le cas pour la Renault 5 en 1994. Fabriquée à l'époque en Slovénie, ses cadences de fabrication, qui devaient initialement décroître, avaient dûes être rapidement doublées ce qui avait généré quelques tensions chez les fournisseurs.

De même, en fin de dispositif, la gestion de la sortie est complexe. Car ce type d'incitations crée une anticipation des ventes. L'"acheteur aidé" d'une voiture février 2009 ne l'aurait pas été avant l'année suivante. L'effet d'assèchement de cette cavalcade s'ajoute à la disparition de la prime pour faire alors chuter le marché.

Nicolas Sarkozy a également annoncé un dispositif d'aide au crédit. Les filiales bancaires des constructeurs auront accès à un milliard d'euros de refinancements accordés dans les mêmes conditions qu'aux réseaux bancaires : Ce n'est pas une subvention de l'Etat, mais un prêt assorti d'un taux d'intérêt de 8% précise le plan.

Plan Sarkozy : les mesures en faveur des entreprises

Le plan PME va bénéficier de 4 milliards de prêts supplémentaires. L'Etat va rembourser ses dettes aux entreprises plus tôt que prévu. Les marchés publics seront simplifiés. Les nouvelles embauches de TPE aidées.

"Notre réponse à la crise, c'est l'investissement" a annoncé ce jeudi à Douai Nicolas Sarkozy. A la

clef, au delà du plan PME, plusieurs nouvelles mesures destinées aux entreprises, représentant un montant total de 11,5 milliards d'euros, devant les encourager à investir ... en projets, en matériel et en hommes...

Plan PME : 4 milliards de prêts supplémentaires

Les mesures en faveur du financement des PME annoncées le 4 octobre dernier concernent au total 22 milliards d'euros. OSEO, la banque publique des PME, qui s'est vu doter de 5 milliards d'euros pour renforcer sa mission, a reçu plus de 10.000 demandes ; *"il est donc proposé de compléter le plan PME à hauteur de 4 milliards d'euros de prêts"*. Il s'agit de renforcer les interventions de la banque et *"d'augmenter les interventions à destinations des artisans et des activités de proximité"*. Dans ce contexte, **le fonds de garantie d'OSEO va être doublé**, l'autorisant à consentir jusqu'à 2 milliards de prêts contre 1 milliard prévu. Une nouvelle garantie OSEO sera dédiée aux financements bancaires à court terme.

Les interventions d'OSEO seront étendues à des entreprises de taille intermédiaire, sachant que la garantie autorisée permet pour l'heure de couvrir jusqu'à 80% d'un montant maximum de 1,5 millions d'euros par entreprise, quelle que soit sa taille.

Dettes de l'Etat : des remboursements anticipés Les crédits d'impôt Recherche seront payés en 2009

Le **crédit d'impôt Recherche** dû au titre des années passées sera *"intégralement restitué"* dès le début de 2009, ce qui représente 3,8 milliards d'euros. *"Ce remboursement concernera en priorité les entreprises déficitaires ou faiblement bénéficiaires qui ont une activité de recherche"*. Concrètement, le plan bénéficiera à près de 5.000 entreprises, dont plus de 90% de PME.

De même en 2009, l'Etat remboursera plus tôt que prévu (le délai habituel est de 5 ans) aux entreprises l'ensemble des créances que détiennent les entreprises au titre des **reports de déficits d'impôts sur les sociétés**, soit 1,8 milliard d'euros. 16.000 entreprises, imposables parce que bénéficiaires puis devenues déficitaires, sont concernées. Ce sont quasiment toutes des PME.

Les deux mesures seront présentées au Parlement dans le cadre du collectif budgétaire de fin d'année ou de la loi de finances rectificative présentée en janvier au Parlement.

Dans le même temps, le **trop perçu d'impôt** pourra être remboursé aux entreprises dès janvier au lieu du mois d'avril. L'année dernière, ces excédents s'élevaient à 4 milliards d'euros. "Compte tenu du ralentissement de fin d'année 2008, ils pourraient être supérieurs cette année". Cette mesure qui n'a pas d'effet budgétaire n'est pas comptabilisée dans le chiffrage total du plan. Cette mesure fera l'objet d'une instruction au ministère du Budget.

S'agissant **remboursement de la TVA**, les entreprises soumises au régime normal d'imposition pourront bénéficier, à partir du premier trimestre 2009, d'une règle du mois créditeur, ouverte sur option. 82.000 entreprises dont 81.000 PME sont potentiellement concernées. L'effet positif de trésorerie est estimé à 3,6 milliards d'euros. Cette mesure fera l'objet d'un décret en Conseil d'Etat qui sera adopté avant la fin de l'année.

Le ministère de la Défense va payer ce qu'il doit à ses fournisseurs PME

Les fournisseurs du secteur de la Défense, qui sont essentiellement des "entreprises innovantes", se verront versées l'intégralité des sommes dues par le ministère dès le début de l'année prochaine. Coût : 500 millions d'euros.

Comptabilité : augmentation des coefficients appliqués aux amortissements

L'amortissement dégressif des investissements réalisés en 2009 se verra appliqué des coefficients augmentés d'un demi-point.

Pour les biens dont la durée normale d'utilisation est de trois ou quatre ans, comme le **matériel informatique**, le **coefficient est ainsi porté à 1.75** ; pour ceux dont la durée d'utilisation est de 5 à 6 ans, il est porté à 2.25 et pour ceux dont la durée d'utilisation est de plus de six ans comme le

matériels industriels, de transport, ou les immeubles hôteliers, il est porté à 2.75.

La mesure, qui doit inciter les entreprises à investir pour le renouvellement de ces matériels, coûtera 660 millions d'euros en 2010 et 800 millions d'euros en 2011. Elle sera votée dans le cadre du collectif budgétaire de fin d'année ou de la loi de finances rectificative présentée en janvier 2009.

Marchés publics : le taux d'avance aux fournisseurs exceptionnellement augmenté, les procédures simplifiées

A titre exceptionnel en 2009, tous les services de l'Etat devront prévoir **une avance de 20%** à leurs fournisseurs pour les marchés supérieurs à 20.000 euros. Une avance de 5 à 30% est aujourd'hui prévue pour les marchés supérieurs à 50.000 euros. Le coût de cette mesure est évaluée à 1 milliard d'euros.

Seize mesures visant à simplifier les procédures de la commande publique ont été formulées par le Président de la Commission des lois de l'assemblée nationale, Jean-Luc Warsmann dans le cadre de la mission qui lui a été confiée par François Fillon. Il faut notamment noter que **le seuil des marchés de travaux sera porté de 206 000 euros à 5,15 millions d'euros** ; le seuil pour obligation de formalisme passera de 4.000 à 20.000 euros ; l'interdiction de la négociation des prix sera assouplie.

TPE : les nouvelles embauches seront aidées

Les entreprises de moins de 10 salariés, qui embauchent en moyenne par an 3 millions de personnes, seront aidées pour toutes les nouvelles embauches réalisées en 2009 à hauteur de l'intégralité des charges patronales applicables au SMIC.

Cette aide d'Etat sera dégressive avec le salaire : au maximum pour un SMIC (180 euros), elle s'éteindra pour un salaire équivalent à 1,6 SMIC. Elle sera versée chaque trimestre par les Assedic. Coût de la mesure : 700 millions d'euros.

Une prime de 200 euros pour les 3,8 millions de ménages les plus modestes

Cette " prime de solidarité active " sera versée en avril 2009, avant la mise en place du revenu de solidarité active le 1er juin.

Pour tempérer les effets de la crise sur les ménages les plus modestes, le gouvernement a décidé de verser en avril prochain un chèque de 200 euros aux 3,8 millions de ménages français les plus modestes. Son coût sera donc de 760 millions d'euros et elle sera baptisée "prime de solidarité active".

Cette prime sera versée avant la mise en place du revenu de solidarité active (RSA) le 1er juin 2009. Le gouvernement estime que la crise aurait nécessité de mettre en place plus tôt que prévu le RSA, qui va remplacer le revenu minimum d'insertion et l'allocation des parent isolé (API). Mais c'est impossible, estime-t-il du fait de difficultés techniques et opérationnelles.

Les 760 millions d'euros sont à rapprocher de 370 milliards d'euros de prestations sociales versées en 2007.